



IMMIGRÉS

«Travailleurs français immigrés, même patron, même combat!». Bien que l'association «travailleurs» et «immigrés», même illustrée des termes «tous unis» ou «solidarité» ne domine pas dans l'expression publique du mouvement de 68 et ne semble pas avoir été accompagné d'activités importantes en mai et juin, la formule fait partie des thématiques de ce que l'on appelle maintenant l'«esprit de Mai 68».

C'est dans ses prolongements, comme en bien d'autres domaines, dans les années 1970, que s'affirmeront la puissance symbolique de la formule et ses effets pratiques. Plus encore, bien qu'absente des murs et des banderoles, le mouvement de Mai 68 apparaît comme sa proclamation, confirmant en ce sens sa signification profonde, c'est-à-dire un moment singulier et saisissant, commencé bien avant, d'un processus de rupture avec les nationalismes des 19^e et 20^e siècles, avec leurs idéologies et les structures sociales qui en ont résulté. Processus de rupture marqué par un retour, tout en renouvelant sa forme et son contenu idéologique, à un internationalisme porté par les mouvements étudiants, depuis les mouvements de soutien aux luttes anticoloniales jusqu'à celles, anti-impérialistes, contre l'intervention américaine au Vietnam, en défense de la révolution cubaine ou en faveur du peuple palestinien.

Dans l'histoire des mouvements sociaux, c'est la première fois en effet qu'un tel mouvement ne se déroule pas sous l'emprise de l'«intérêt national», qu'il n'y est pas annexé, autrement dit qu'il n'a pas de base nationale ; si l'on peut se permettre ce néologisme, il est «anational». Hormis ceux des communistes et de la CGT, les slogans qui emplissent encore l'imaginaire et la mémoire de la «génération 68» – aujourd'hui en train de vieillir aux postes de commande des institutions politiques et économiques –, ainsi que ses modes de manifestation, sont très peu nationaux ; comme si pour la première fois il y avait une échappée de la coagulation nationale ou populiste des mouvements sociaux antérieurs. De ce fait, s'amorcent les mouvements sociaux autonomes qui s'épanouissent dans l'après Mai 68 et constitueront le mode d'apparition des populations immigrées, non seulement de leur visibilité mais de leur entrée sur la scène politique. Ils ne vont plus être représentés, encadrés et guidés par des institutions sociales, des syndicats et des organisations politiques, dont la conformation et l'idéologie sont, dans son sens premier, tout à fait nationalistes.

Certes, le fait que ces nouveaux mouvements sociaux se développent en dehors du monde institué sensé représenter ou former le mouvement ouvrier, rend leur continuité et leur consistance plus fragiles et les met souvent en porte à faux. Mouvements souvent répétitifs d'ailleurs puisqu'ils ne durent que le temps de l'activisme associatif. C'est le temps de l'après mai 1968 ! Celui où des mouvements associatifs et politiques prendront en charge la question de l'immigration comme nouveau prolétariat, sinon comme *lumpen*. Car, surtout pour le gauchisme de l'époque, les « immigrés » remplacent les prolétaires comme substitut de la base sociale révolutionnaire. Par contre, les mouvements propres de l'immigration apparaîtront souvent sur une base locale, sur une base de foyer et sur une base d'entreprise, avec des formes d'action où s'abolissent celles qui ont cours dans le mouvement ouvrier traditionnel : les grèves avec occupations s'accompagnent de formes d'autonomie pour le contrôle des négociations, s'articulent avec des comités de soutien, des coordinations, des grèves de loyer, jusqu'à des grèves de la faim.

Ainsi, l'année 1968 marque-t-elle le début d'une période de manifestations urbaines sur base d'immigration qui, jusqu'aux années 1980, se cristallisera par des mouvements urbains territorialisés, sur une base de crise non seulement économique, mais aussi de la crise de l'État national social, c'est-à-dire de la crise même de la nationalisation étatique du mouvement ouvrier et des classes ouvrières. Du point de vue de ses effets, le Mai français est déjà transnational ! Et c'est cette transnationalité qui sera la grande caractéristique des modes de mobilisation, politiques et culturels des segments sociaux issus de l'immigration après 68.

426

L'immigration dans le contexte pré 1968

En ce sens, Mai 68 réhabilite les positions de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), internationaliste, elle proclame à son congrès de 1931 : « Afin de sauvegarder les droits du travail à tout le prolétariat [...] liberté complète des frontières, suppression de toutes les mesures de contrôle de l'immigration, retrait de toutes les expulsions. » Elle syndicalise les migrants, la main-d'œuvre étrangère (MOE) qui dans les années 1930 porte le nom de Main-d'œuvre immigrée (MOI) et elle a été la première à tenir des congrès nord-africains en 1924. Plus encore syndicalise-t-elle les Juifs, les Polonais, etc. Or, du côté de la CGTU, cette fonction d'intégration des immigrants par le syndicat et par l'intérêt internationaliste de la lutte des classes se trouve dominée par le conflit du côté national CGT qui mènera au grand basculement de 1935-1936 avec la réunification syndicale sur une base nationale et pour devise : défense du travail français, défense de la production française.

Selon *La Voix du peuple* de septembre 1938, il y avait 50 000 travailleurs immigrés adhérents à la CGT et à la CGTU avant 1936. Ils seront 350 000 à

400 000 à la CGT réunifiée après 1936. Mais avec la fin de l'appellation CGTU, auquel succède l'hégémonie de la CGT, les immigrants disparaissent au sein des grèves de 1936 et des manifestations du Front populaire. Paul Vaillant-Couturier va même écrire dans *L'Humanité* : « Production française d'abord, travailleurs français d'abord, travail français d'abord [...] la terre de France aux souliers. » Cette idéologie nationale va fonctionner sous l'appellation du Front populaire, qui signifie la même chose que Front national, c'est-à-dire, quel que soit le terme que l'on emploie, front patriotique. Le groupement communiste appellera les fronts antifascistes « fronts nationaux » à partir de 1941 ; avant que l'Allemagne attaque l'URSS. Ce sera une période d'emballlement dans l'adhésion nationale où le « peuple » se substitue aux mots « prolétariat, ouvrier, classe », concurrencé après 1945 par le mot « travailleur ». Ce phénomène central réévalue la place de l'immigration dont s'occupera la CGT réunifiée : sa tâche ne concernera pratiquement plus que les réfugiés, le droit d'asile et la naturalisation.

Après 1945, du point de vue idéologique et particulièrement en France, c'est le point culminant de l'assimilationnisme, c'est-à-dire l'idée qu'il faut faire des Français par assimilation. L'Office national d'immigration (ONI), organisation tripartite État-patronat-syndicats, créé à la libération et dont le ministre communiste du travail, Ambroise Croizat est à l'origine – est créé dans ce contexte afin de remplacer l'organisme patronal appelé Société générale d'immigration. Si son rôle se résume à la mise en accord de contrats de travail, de titres de séjour, de naturalisations, on assiste à la préparation du modèle d'intégration française qu'on exaltera par la suite : l'État national prend en charge l'arrivée, le contingentement et l'assimilation des migrants étrangers. Même s'il faut noter que les migrants coloniaux et tout particulièrement les migrants algériens ne passent pas par cet office, car ils sont « français » à titres pléniers, en Algérie ils sont discriminés par le système des collèges, le statut de musulman, etc. On a assisté en réalité à l'arrivée de ce que l'on appelait encore la « main-d'œuvre coloniale » et, massivement sous l'effet de ce que sous-tendaient les accord d'Évian, le développement de l'immigration algérienne. C'est pourquoi beaucoup d'Algériens intégreront les mouvements ouvriers et parfois même les mouvements politiques ; à cette époque, il y a eu quelques rares élus algériens dans certains nombres de conseils municipaux.

En 1951-1952 il y aura encore des conférences nord-africaines, même à l'ouverture de la guerre d'Algérie. Par contre, la CFTC, dont le patriotisme est renforcé par la Résistance, ne reconnaît que les « bons immigrants », c'est-à-dire ceux qui viennent de l'Est, victimes de « l'infâme communisme ». Ils organisent des immigrants de Russie, Tchécoslovaquie, Pologne. En 1948, FO qui a ses correspondants dans la Fédération de l'éducation nationale (FEN), accueillera aussi les « bons immigrants », victimes du communisme, pas forcément les mêmes cependant que ceux de la CFTC. Les immigrants sont là, mais ils

ne doivent surtout pas rentrer à la bourse du travail ; ce n'est qu'à partir de 1968 qu'ils y parviendront!

En France, les années 1955-1974 connaissent un essor de l'immigration et une diversification des pays d'origine, jusqu'à compter en 1975 environ 3440000 étrangers, soit 6,54% de la population totale ; elle était de 1,06% en 1851 pour 36000000 d'habitants environ. Du point de vue sociologique, cela correspond à la période des « Trente glorieuses », dont le nombre inexact déforme l'histoire de l'évolution historique en regard des conditions particulièrement difficiles de reconstruction économique et des bases industrielles. Il en résulte une stabilisation et une très forte échelle hiérarchique, une stratification et une différenciation extrême à l'intérieur de la classe ouvrière. On appelait ça le « fordisme », mais il se produit quelque chose de plus décisif, sinon de plus grave que le fordisme : une stabilisation discriminante, hiérarchisée, segmentée du travail, avec le développement de la catégorie OS. C'est en quelque sorte la reconstitution, par migration/immigration, des ouvriers de masse et des ouvriers de base, annonçant les grèves d'OS des années 1970 dont la multitude immigrée sera le héraut.

Des années 1960 au contrôle de l'immigration

L'immigration algérienne reprend librement après la signature en 1962 des accords entre la France et l'Algérie, ceux-ci prendront fin en 1974. Plus généralement, l'immigration, clandestine ou pas, considérée comme une nécessité à la fois économique et sociale, est encouragée jusqu'en 1974. Le patronat enrôle la main-d'œuvre directement dans les pays d'origine pour des périodes plus ou moins longue et la soumet à un contrôle policier qui passe aussi par la prise en charge de l'assistance sociale. Ainsi, l'habitat des immigrés est-il devenu un lieu privilégié, tout à la fois d'assistance sociale et de contrôle policier. Après-guerre en effet, à l'aube de la guerre coloniale, se sont développés, à côté des bidonvilles et des ghettos, les logements patronaux, sorte de baraquements reposant sur un dispositif de prise en charge totale (activités administratives, soins et hygiène, habillement). Ce contrôle de plus en plus serré continuera jusqu'au début des années 1970 dans des logements insalubres aux abords des usines où les immigrés sont assignés à résidence sous le contrôle de vigiles, de maître-chiens et de miradors.

En 1963, Georges Pompidou l'avoue ainsi : « L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale. » Massenot, directeur de la population et des migrations le confirme en 1965 : « L'existence d'une immigration étrangère importante constitue un instrument incomparable de lutte contre l'échauffement conjoncturel », suivi par l'*Usine nouvelle* (journal patronal) du 26 mars 1970 : « La présence de cette immigration donne à notre économie plus de souplesse, s'agissant

de gens mobiles, acceptant de changer d'entreprise, de région, et, le cas échéant, *de devenir des chômeurs indemnisés* [...] L'immigration est encore plus fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser *une partie des frais d'éducation* et de mieux équilibrer les charges de la Nation : jeunes, immigrés *apportent souvent plus de cotisations qu'ils ne reçoivent de prestations.* » Du côté du mouvement ouvrier organisé la réponse est logiquement référée à la classe ouvrière nationale : en 1965, Georges Marchais dans une déclaration peut affirmer que « l'immigration est un piège tendu par le pouvoir à la classe ouvrière qui, contribuant à la diviser, devrait l'affaiblir » ; il ne sera pas seul à arguer ainsi.

Les circulations migratoires, spontanées et organisées, composées d'étrangers pauvres et peu qualifiés, peu exigeants en matière de salaire et de logement, procurent ainsi une main-d'œuvre abondante, « apte à la précarité » selon les bonnes vieilles représentations coloniales. S'accroissant par l'apport des familles, l'immigration des travailleurs permanents clandestins est massivement régularisée à près de 80 % juste avant 1968 ; le taux de régularisation était de 30 % en 1956. Mais l'état de l'immigration en 1968 est marqué par une caractéristique sociologique qui concerne principalement l'immigration algérienne, la plus « significative » des circulations migratoires et des évolutions futures. Le départ relativement massif des cadres de la Fédération de France du FLN algérien pour « construire l'Algérie nouvelle » a modifié le profil des populations immigrées, qui se recrutent surtout parmi les éléments les moins politisés. À ce type d'immigration s'adjoindront d'anciens militants algériens, surtout après la désillusion qui suit l'épopée de Ben Bella. Se réclamant d'un FLN « qui n'aurait pas trahi », on les retrouvera aussi bien dans les réseaux « ben bellistes », en référence à la période d'avant le coup d'État de Boumediène, que dans ceux des opposants de gauche se réclamant du marxisme. Particulièrement actifs en 1968 et jusqu'en 1974, ils s'adonneront aux « tâches de formation politiques », à base marxiste et léniniste, de leurs jeunes camarades.

Cet accroissement s'articule néanmoins sur plusieurs phénomènes. D'une part, un tassement de l'emploi industriel. À la fin des années 1960 et début 1970, le taux de chômage est en effet le plus élevé depuis la guerre. Bien qu'il soit encore contenu dans une forme flottante, ou structurelle avec 600 000 chômeurs en 1972, il va s'agir pour l'État de commencer à freiner l'entrée des immigrés. Pour les Algériens par exemple, cela se traduira par une réduction des entrées de 35 000 à 25 000.

L'après Mai est marqué par de nombreuses luttes de travailleurs immigrés, dans les usines et les foyers, avec des effets de contagion qui risquent, du point de vue de l'État et du gouvernement, de mettre en cause « la cohésion sociale ». Ajouté à la multiplication des actes racistes manifestant une montée

de la xénophobie, l'électoratisme n'est pas étranger à la mise en œuvre de réglementations de l'immigration. Aussi, la circulaire Fontanet-Marcellin qui entre en vigueur le 15 septembre 1972 – en liant durée de séjour et durée du travail et en incluant l'obligation d'une attestation de logement, elle attache directement l'immigré à l'employeur et interdit les régularisations –, les mesures d'incitation au retour – le million de Giscard d'Estaing – en 1976, les lois Barre Bonnet et Bouloumié de 1979, seront-elles les premières d'une longue suite de règlements qui ne cessent de durcir le contrôle sur les immigrés, à instrumentaliser la question jusqu'à stigmatiser bon nombre de catégories d'immigrés, les enfermant indistinctement sous le label « sans papiers ».

Des premières luttes aux grèves mythiques : le rôle de l'extrême gauche

La question de l'immigration émerge certes, dans le mouvement de Mai de façon marginale, mais elle n'en reste pas moins significative aussi bien dans le soutien et la solidarité aux travailleurs immigrés que dans la transformation des représentations à l'égard de ces derniers. Le mouvement étudiant a commencé à nouer des contacts avec les ouvriers étrangers, notamment à l'annexe Censier de la Sorbonne où se crée le 14 mai un comité d'action des travailleurs étrangers qui publiera dès le 18 mai un tract traduit en quatre langues (italien, espagnol, portugais et arabe) contre le système d'exploitation capitaliste. Divers comités ont été ainsi créés pour dénoncer la condition de sous-prolétaires imposée aux travailleurs immigrés : un comité Bidonvilles, Science et nature, Inter-Nation et un comité du Droit des étrangers.

Néanmoins, si la participation des immigrés au mouvement lui-même et aux grèves de Mai a été faible, sauf pour certains groupes de réfugiés politiques qui suivaient discrètement les péripéties, les revues et journaux tel *Action*, le journal des comités d'action, *Droit et liberté* du MRAP, le journal maoïste *La Cause du peuple*, abondent de récits quant à la participation des immigrés aux grèves, notamment chez Renault. Il faut préciser cependant que les immigrés, majoritairement peu politisés, étaient inquiets des risques de licenciement et de chômage technique liés aux événements et comprenaient mal le sens de l'agitation créée par le mouvement des étudiants et des travailleurs (Geneviève Dreyfus-Armand, 1998). *Le Monde* du 15 juin constate que « des milliers de travailleurs étrangers ont fui les bidonvilles pour rentrer dans leur pays ».

C'est donc dans l'après Mai que vont surgir toute une série de conflits du travail impliquant des immigrés, manifestant par là leur capacité d'organisation autonome. Les conflits les plus emblématiques sont ceux à l'usine Girosteel au Bourget en 1971, à l'usine Penarroya à Lyon en 1972, à Renault-Billancourt en 1973 et aux Câbles de Lyon à Gennevilliers en 1973-1974.

Mais certains, moins connus, n'en sont pas moins significatifs : la grève en mars 1972 des ouvriers marocains, tunisiens et portugais de l'atelier de fonderie de l'usine SAM d'Oisème près de Chartres ; les revendications portent sur les salaires, les rythmes de travail, la sécurité et la représentation du personnel. Ou encore la grève en octobre 1972 des ouvriers immigrés de la CIAPEM à Villieu-Loyes-Mollon, dans l'Ain ou celle de l'entreprise du bâtiment chez Maillard & Duclos. Parmi la multiplicité de ces mouvements, celui qui se déroule à Oyonnax en octobre 1971 est particulièrement symbolique parce qu'il articule grève sur les conditions de logement et grève ouvrière d'usine qui concernera plusieurs centaines de travailleurs. Par solidarité, la totalité des travailleurs algériens de la localité a participé à cette grève, y compris ceux qui ne logeaient pas au foyer. La grève qui a duré quatre jours fut soutenue par la CFDT et un comité de soutien auquel participaient différents groupes politiques dont des membres du Parti socialiste unifié (PSU). Ainsi, dans diverses régions, des travailleurs immigrés se mobilisent-ils : aux établissements Chausson, à l'usine de sucre Lebaudy déclenchée par la mort de l'ouvrier algérien Saïd Bouchariou, etc.

431

Dans l'historiographie, ces grèves sont celles des « OS des années 1970 ». Mais s'agit-il de grèves ouvrières ou de grèves d'immigrés ? Point n'est besoin pourtant de longues enquêtes pour percevoir que ces OS sont majoritairement des immigrés – chez Renault ils sont 90 % – alors que dans le même temps et conjointement, d'autres mouvements engagent des immigrés pour la carte de travail à l'embauche, soutenus par des « grèves de la faim » comme modalité d'action encouragée et pratiquée par les militants maoïstes de la Gauche prolétarienne (GP). C'est donc qu'il existe des problèmes spécifiques de la condition d'immigré. Quant à savoir si celle-ci est une condition ouvrière spécifique, cela renvoie à un enjeu situé au cœur même du processus initié par mai 1968 et de ses signifiants auquel la CGT tentera d'apporter sa propre réponse. Les commissions immigrées constituées dans les sections après 1968 vont instrumentaliser l'opposition de la CGT à l'arrachement de la classe ouvrière comme classe nationale. Les enjeux sont politiques, non seulement parce qu'accepter la spécificité des immigrés reviendrait à les situer à l'intérieur d'une « classe anationale », mais au-delà parce que l'hégémonie du contrôle et de l'encadrement politique de la « classe des ouvriers » suppose la suprématie de contrôle sur sa fraction immigrée. On comprend le sens des accusations « de division de la classe ouvrière » lancées à l'encontre des initiatives de soutien aux luttes des immigrés. C'est que l'hégémonie de la CGT se voit concurrencée d'une part, du côté de la CFDT qui a déjà fait mouvement sous l'impulsion des initiatives de l'extrême gauche et, d'autre part, du côté de l'extrême gauche elle-même. Ce n'est que pour des raisons tactiques d'abord, qu'à partir de 1975 la notion de « revendication spécifique » sera

reconnue par la CGT et le reste de la gauche. Tactique donc fragile, la gauche arrivée au pouvoir – l'arrivée au pouvoir de la « génération 68 » – en fournira la preuve : alors Premier ministre, Pierre Mauroy en déclarant à propos des grèves dans l'automobile que « les travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises » creuse la préférence nationale en faisant des grèves d'immigrés des grèves de « musulmans ». Ce fut aussi, en décembre 1980, l'affaire du « bulldozer » de Vitry, où le maire PCF fit raser un foyer de travailleurs immigrés implanté sur sa commune. Il se justifia en invoquant des risques liés à la présence en surnombre, avec les problèmes de travailleurs immigrés sur les seules municipalités dirigées par le PCF. Saisi comme relent nationaliste, l'effet fut dévastateur.

Les mots d'ordre « Ouvriers français immigrés : unité » ou à « Travail égal, salaire égal », repris à Renault-Sandouville par les ouvriers des presses constitués en majorité par des Français sont à mettre au crédit de l'impulsion donnée par l'extrême gauche dans cet arrachement historique. De même qu'après la grève à l'usine de papier Margoline à Nanterre en 1973, appuyée par les syndicats ouvriers et les organisations autonomes d'immigrés, de nombreux travailleurs immigrés viendront joindre leurs revendications spécifiques à celles des manifestants du 1^{er} mai.

Mai 68 est d'abord un analyseur historique qui, en tant que mouvement délié de son cadre national rend lisible les facteurs sociologiques de processus engagés avant et se prolongent jusqu'à aujourd'hui, pourtant, il fonctionne encore comme un mouvement « gauchiste » mythologique. Or le gauchisme de l'époque n'est qu'une des formes de la rupture historique ; s'il a ce statut, c'est parce qu'à la créativité des luttes ouvrières et de la jeunesse scolarisée, il a su ajouter la sienne propre pour les mettre en valeur – et aussi les instrumentaliser pour ses objectifs propres. D'où l'importance rétrospective qu'il faut donner aux organisations d'extrême gauche quant à la politisation des conflits de l'après Mai, dans les grèves d'usine, les grèves de loyer, les foyers, les quartiers et les bidonvilles, avec des grèves de la faim et des occupations de locaux. À Amiens, en octobre 1971, ce sont les militants des comités Palestine animés par des maoïstes qui popularisent le premier cas de grève de la faim d'un sans-papiers, Sadok Djeridi, ouvrier tunisien arrivé deux ans auparavant en France. La mobilisation d'un comité antiraciste lui permettra à d'obtenir une carte de séjour (Abdellalli, 2006).

Créés en 1970 et, dans le contexte de l'après Mai, suite au « Septembre noir » qui remet sur la scène internationale le cas palestinien, majoritairement composés d'ouvriers et d'étudiants arabes, ces comités seront dissous en 1972 pour donner naissance au Mouvement des travailleurs arabes (MTA). Celui-ci, lié aux maoïstes de la GP, « s'identifie à la révolution algérienne,

articulant un discours antiraciste et une lutte des classes aux accents pluriethniques dans le but de solidariser les Français avec les travailleurs arabes» (Rabah, 2006). Il est formé de centaine de militants très implantés dans les zones « arabes », c'est-à-dire dans les lieux où s'installent des Maghrébins, notamment à Paris et à Marseille: « Précurseur des luttes de sans-papiers et des foyers Sonacotra, il continuera à entretenir des relations étroites avec les organisations palestiniennes au Moyen-Orient, mais surtout, appuyé sur le réseau des Comités Palestine installés dans la plupart des grandes villes, il interviendra dans tout le territoire français sur des question d'ordre culturel ou religieux, interventions qui constituent sans doute une des sources de l'affaïssement du mythe du retour et de l'installation durable de l'immigration maghrébine » (Hajjat Abdellali, 2006). Connu pour fomenter des actions illicites contre le racisme, jusqu'à l'utopie d'une grève générale, il a été l'objet de la politique répressive du ministère de l'intérieur de Giscard d'Estaing.

C'est par conséquent sous l'impulsion du MTA et de la GP, du Secours rouge et de Vive la révolution (VLR) que se produira l'essor des luttes d'immigrés. Cela ne veut pas dire que le travail en direction des immigrés est absent des préoccupations des organisations issues du trotskisme, mais leur problématique diffère. Alors que les maos ont engagé très tôt une politique d'établissement dans les usines, les trotskistes de la Ligue communiste (LC) ont une orientation de « construction du parti révolutionnaire » de la « périphérie vers le centre » et ceux de la « tendance prolétarienne » (Lutte ouvrière [LO]), implantés de longue date dans le « cœur de la classe » – notamment à Peugeot-Sochaux et à Renault-Billancourt –, ne conçoivent la lutte pour l'unité qu'à l'intérieur des usines. L'Organisation communiste internationaliste (OCI), quant à elle, oppose à l'action le préalable du « Front unique ouvrier ». Ces organisations apparaissent malgré tout, surtout la LC avec sa tactique « d'unité, action, débordement », dans les luttes locales, foyers et quartiers et en solidarité avec les grèves d'usine.

Des luttes d'usine aux luttes pour le logement

Si « la lutte contre la vie chère » fait partie du programme de la GP (*Cahiers de la GP*, n° 2, mai 1970), d'autres fronts s'ouvrent pour les maoïstes. La tâche se précise : il va s'agir de décroïsonner plus activement les mouvements des immigrés pour réaliser l'« unité » Français et immigrés : l'unité de « l'Arabe qui a lutté à Renault et de l'Arabe qui a lutté pour la carte de travail » – on dénonce à cette époque les déclarations du président tunisien condamnant la grève de la faim d'ouvriers tunisiens –, et lier les luttes pour la carte de travail « permet de lier celles des ouvriers intérimaires français dans la lutte plus générale contre le régime de contrats d'esclavage », en vue d'une unité intercommunautaire et « d'un lien à la lutte de contestation des régimes politiques

dans les pays d'origine» (*Cahiers prolétariens*, n° 2, janvier 1974). Pour la GP, ce type d'unité doit se réaliser dans des « lieux maoïstes propres », sorte de moments « intermédiaires » ou « bazars multinationaux », tels les Comités de défense. À ceux-ci leur est assigné l'objectif de brasser différentes origines nationales, et différentes forces idéologiques (maoïsme, christianisme progressiste, syndicalisme démocratique, antiracisme, etc.) posant le problème de la condition immigrée. Dans les « bazars » doit se forger la conscience que « nous sommes tous des immigrés » afin de faire le pont entre « la conscience nationale et la conscience universelle communiste ». Cette stratégie s'actualisera donc sur d'autres fronts, celui de luttes sur le logement d'abord qui se radicalisent sous la forme de squats – lesquels préfigurent les squats ouvertement politiques des années 1980 liés aux mouvements libertaires et autonomes et affichent clairement leur volonté de « créer des foyers de subversion en rupture avec le capitalisme » – ou de longues grèves des loyers, souvent par autoréduction, opposant des travailleurs immigrés du Maghreb ou d'Afrique noire, au principal gestionnaire étatique, Sonacotra, du logement en foyer.

434

Les conflits dans les foyers d'immigrés ont atteint leur intensité maximale au moment où disparaissaient les derniers grands bidonvilles. Le soulèvement des Algériens du bidonville d'Argenteuil – il y en avait deux : le village des immigrants de Biskra et, en hauteur, un peu plus loin un village d'Oranais. Les accidents y étaient nombreux car les enfants devaient traverser une route, où circulaient des semi-remorques, pour remplir les réserves d'eau – fut le théâtre d'affrontements auxquels participèrent les maoïstes, « le Naxalbari français » (en référence aux luttes paysannes de 1967 au Bengale-Occidental pendant la « grande révolution culturelle en Chine ») : « C'est d'Argenteuil que rayonna parmi les masses l'idée neuve d'oser prendre les armes des partisans pour vaincre », proclament-ils. Mais avec la mort de cinq travailleurs noirs à Aubervilliers, asphyxiés dans le foyer de la rue des postes, la dimension tiers-mondiste de l'extrême gauche issue de mai 1968 va s'affirmer. Effet de la guerre d'Algérie en métropole, tout comme pour les militants dans les quartiers de « relégation » plus tard, les foyers vont être vus dans une homologie de situation rapportée à la période coloniale, à la fois comme espace concentrationnaire fondé sur la surveillance policière et comme des sortes de zones de non-droit en regard des lois appliqués aux Français. C'était le cas dans les foyers (Sonacotra), mais ce l'était plus encore dans les baraquements situés en lisière des murs d'enceinte des usines, tel qu'aux usines Peugeot de Sochaux et Montbéliard, où existaient aussi un fort contingent de main-d'œuvre yougoslave recrutée et logée pour des périodes courtes dans le pays même et remplacée par vagues successives à la fin de chaque période d'emploi.

La répression et les crimes racistes

Les luttes des foyers Sonacotra ont du faire face à des procédures complexes pour obtenir une amélioration des conditions de vie dans cette institution d'encadrement social et politique directement héritée de la colonisation française en Algérie. La répression policière qui s'ensuivra ramènera manu militari de nombreux militants dans leurs pays d'origine, du fait, parfois, de l'alliance objective entre le gouvernement, les syndicats, les partis de gauche, la Sonacotra et les amicales des pays d'origine. Venant des amicales, elle a des causes sociales et politiques. Surtout pour les Algériens. L'Amicale des Algériens en Europe – organisation légale qui a remplacé la Fédération de France du FLN – est perçue par l'immigration algérienne, tout comme elle apparaîtra aux militants quant à la gestion de l'immigration à partir des années 1980, telle « une succursale de l'État algérien dont les activités relèvent de la confusion entre travail social et contrôle politique » (Abdellali, 2006). Par elle, en quelque sorte, se prolonge paradoxalement une forme de structure coloniale. Et parce qu'elle voyait les militants du MTA et ceux qui se réclamaient de Ben Bella comme des agitateurs venant troubler les séparations nationales et menacer son hégémonie quant au contrôle qu'elle entendait exercer, en les livrant à la répression elle a limité leurs liens avec l'immigration algérienne, contribuant ainsi au maintien de cette dernière dans l'enfermement du nationalisme étatique qui avait cours en Algérie.

Alors que l'activité de l'Amicale des Tunisiens en France se confond directement avec celle de l'ambassade – son audience auprès de l'immigration tunisienne est très faible, seuls certains groupes d'opposition se retrouvent à Paris pour des actions suite à la répression politique et accueillent les nouveaux venus –, le contrôle de l'activité des immigrés marocains, plus proche de l'Amicale des Algériens, est structuré autour des consulats et lié pour partie à l'organisation politique marocaine Istiqlal et pour une autre à l'Union nationale des force populaires (UNFP).

En ce début des années 1970, la visibilité des actes racistes prend une dimension nouvelle. Les mobilisations se radicalisent face à la répression policière qui les accompagne. Ce sont les meurtres de Djilali Ben Ali à la Goutte d'Or en 1971, de Mohammed Diab à Versailles en 1972, etc. D'autres suivront qui donneront naissance dans les années 1980 à SOS-Racisme. Leur caractéristique est de rester impunis. Pour la GP c'est encore un nouveau front. Et contre la répression subie par les militants de l'immigration, elle multipliera les actes « d'auto défense », à la « manière de la communauté afro-américaine aux États-Unis », des actions « politico-militaires » et le développement des « comités anti-flics », notamment contre la répression patronale actionnée par les « nervis de la CFT ». Aux usines Peugeot de Sochaux, elle est placée directement sous la houlette du directeur du personnel, l'homme a sévi avec

ses commandos circulants dans la région lyonnaise, à Penarroya notamment. Ce sera dans un meeting massif d'immigrés du pays de Montbéliard à la salle des fêtes d'Audincourt en 1972 que culminera l'activité de la GP contre la répression, meeting dirigé du fond de la salle par un dirigeant de la région nord, aujourd'hui à la tête d'une société d'informatique à Nancy, qui effectuait là une peine de rééducation. Les grèves de la faim s'y sont succédées entraînant les trop fameuses « autocritiques », jusqu'à la nuit dramatique du couple Blanchet Brière.

L'associationnisme

Dans le même moment se développe le mouvement associatif dans une sorte de construction pré-politique nourrie par le mouvement de Mai, ils sortiront le débat sur l'immigration de la marginalité. Si la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI) se crée en 1966 regroupant 156 associations, en 1973, les ASTI locales se voulaient des regroupements interethniques, tout comme les Comités unitaires français immigrés (CUFI), ATD Quart-monde et les maoïstes. La référence au mouvement Gutenberg exprime et cristallise l'existence d'un espace associatif nanterrien créé sous l'impulsion, notamment après le meurtre d'Abdenbi Guemish en novembre 1982, des frères Abdallah et du père Lefort.

Mai 1968 est ici décisif parce qu'il réalise les conditions par lesquelles les associations seront le support institutionnalisé des formes d'auto-organisation des jeunes issus de l'immigration maghrébine à partir des années 1980, c'est-à-dire par lesquelles ceux-ci trouvent la clé d'accès au système politico-administratif. Le mouvement d'auto-organisation de l'immigration est ancien ; les jeunes s'en sont beaucoup inspirés. Malgré la répression qu'il a subi pendant plus de quarante ans, il fut pour les populations immigrées, sous des formes diverses, le moyen de leur affirmation collective et, par la création de liens de sociabilité propres à la culture d'origine, de leur relation avec le cours politique des pays d'origine.

Leur *différence* face à la *norme* était l'alibi du rejet par la société française qui confortait la coupure entre l'espace public, réduit au privé et l'espace du travail. Jusqu'en 1960, le mouvement possède une base familiale ou religieuse et un caractère local. Dès 1970-1972, le mouvement s'est fait plus revendicatif. Non seulement il accompagne les mouvements de luttes sur les logements, mais aussi culturels. Orienté sur les langues d'origine et l'identité communautaire, la sortie de l'anonymat est portée par des initiatives d'envergure, telle la tournée du Théâtre de la mer d'Alger en 1972 pour présenter la pièce de Kateb Yacine *Mohamed prend ta valise*. Dans le pays de Montbéliard, elle déplacera des centaines de travailleurs algériens dans les quartiers et au théâtre même de la ville, après une campagne menée clandestinement dans

les foyers et avec l'acquiescement, tout à fait relatif, des organisations de gauche.

À partir de 1977, le mouvement associatif se radicalise, la question du travail devient centrale, c'est-à-dire la question de la formation et de l'accès au savoir comme droit ! Mais aussi la question du racisme et de la discrimination va mobiliser de plus en plus de jeunes qui n'ont, sinon des visites épisodiques, progressivement plus de liens avec les pays de leurs parents. Aussi la période qui court des années 1970 au début des années 1980 et qui va déboucher sur la « marche pour l'égalité » en 1983, va-t-elle revêtir le caractère de mobilisations collectives ponctuelles où l'esprit de Mai 68 n'est pas très loin.

À suivre...

Impossible de ne pas évoquer ce continuum d'effets consécutifs à mai 1968 jusqu'aux années 1980 et au-delà. D'abord, à la suite des premières réactions syndicales en faveur des « sans papiers » après la circulaire Marcellin de 1972, on retrouvera la CFDT dans la lutte des salariés turcs du quartier du Sentier à Paris pour leur régularisation et un investissement général des confédérations au moment de l'application de la loi de « régularisation exceptionnelle » en août 1981.

Ensuite, avec la légalisation en 1981 des structures d'auto-organisation des étrangers, les mouvements portés par les jeunes issus de l'immigration qui s'ensuivront feront de ces derniers une sorte de catégorie classe en formation, portant les revendications de l'ensemble de la jeunesse et, dans l'héritage de Mai, les prolongeant sous des repères identitaires et des formes d'expression culturelle transnationales. Il y a là d'abord l'effet des expériences militantes de ces jeunes, expériences qui se sont faites largement dans la mouvance des milieux étudiants de l'extrême gauche relayés par les actions des jeunes issus des syndicats étudiants algérien, marocain et tunisien qui ont été particulièrement actifs dans les campus français. Ces espaces ont constitué des lieux, laboratoires d'idées et de mobilisation mettant en synergie la gauche marxiste, trotskiste, maoïste et les étudiants des pays ex-colonisés en rupture avec les pouvoirs autoritaires qui se consolidaient dans la répression au même moment. Certains vont passer par les organisations de jeunesse du PCF, de la LC, de l'OCI.

Venant se télescoper ou se compléter avec le mouvement français de solidarité de l'après mai ce mouvement commencera à se situer en tant qu'interlocuteur pour les questions relevant de l'immigration. Cependant, si une logique de solidarité existait entre les deux mouvements, il faut rappeler la résistance et un certain paternalisme des organisations syndicales et de partis politiques français pris dans leurs luttes pour l'hégémonie. Pour celles-ci par exemple, la solidarité avec les « sans papiers » possède d'abord un sens très humanitaire,

mais elle deviendra rapidement un enjeu politique entre droite et gauche au parlement et dans les élections, faisant passer le clandestin du statut de victime à celui de coupable, sous le visage du « clandestin ».

Au modèle ouvriériste d'intégration caractérisé par l'influence totalisatrice des syndicats et du PCF va dès lors se substituer un modèle qui développe en creux une survalorisation de la société civile et de l'action autonome comme acquis du mouvement de 68 : cependant celui-ci va montrer très vite ses limites dans le cadre d'enjeux partisans exacerbés. Se cristallise ainsi dans le développement de ces mouvements une double orientation, d'une part une convergence entre militants associatifs et dirigeants socialistes – dont certains sont issus de l'encadrement de Mai 68 – qui partageaient des idéaux communs (droit de vote aux étrangers, lutte pour une carte de dix ans, soutien à la création de médias communautaires), convergence non dénuée d'arrière-pensées de la part de l'organisation partisane et qui va tourner cours au milieu des années 1980 ; et d'autre part le développement de mouvements pour une nouvelle citoyenneté comme Mémoire fertile, les Jeunes Arabes de Lyon (JALB), l'Association nouvelle génération immigrée (ANGI), NEDJMA de Salon-de-Provence, mouvement de filiation de gauche plus « radicale » tirant leur modes d'analyse du marxisme, d'une critique du capitalisme et d'une volonté de penser une citoyenneté active de proximité. Ces mouvements qui vont poser la question de l'occultation des mécanismes de l'exclusion à l'œuvre anticipent déjà sur les questions plus actuelles, celles de la réalisation d'une citoyenneté plus active qui s'inscrit dans le mouvement général de dépassement du dogme État-nation et des frontières que la mondialisation inégale a en quelque sorte réalisé pour les biens et les marchandises en le plaçant sous la restriction, sinon de l'interdiction de la circulation des hommes.

Ainsi ce continuum de l'esprit de 68 accompagne-t-il celui de la suite des enfermements dont les immigrés ont été l'objet, depuis l'enfermement colonial, jusqu'à celui qui sera national, dans la nation française d'abord, puis dans le nationalisme d'après les indépendances. Aujourd'hui, ces générations immigrées paraissent soumises à un nouvel enfermement : l'enfermement dans le management social de la génération 68 aujourd'hui au pouvoir. Paradoxe historique, après avoir servi son émergence, elle serait ainsi le principal facteur de blocage des générations issue de l'immigration coloniale.

GÉRARD PRÉVOST, AISSA KADRI

► *Classes sociales / Guerre d'Algérie / Maoïsmes / Palestine / PSU / Trotskismes*

ÉTUDIANTS ET IMMIGRÉS AU MOIS DE MAI (EXTRAITS)

Le 25 mai, un « Comité Bidonvilles » dénonce [...] l'oppression permanente dont ces sous-prolétaires font l'objet de la part de la police et de l'administration [...] critique les conditions de survie dans les bidonvilles, ghettos, îlots insalubres, taudis, cités d'urgence et de transit illusoire [...] évoque les emplois non qualifiés, l'insécurité et les salaires de misère, l'impossibilité de participer à toute association, tout pouvoir syndical, municipal ou politique [...]. Un autre mouvement, « Science et service », dénonce la condition à laquelle sont soumis en France plus de 3 millions d'hommes, de femmes et d'enfants Français ou immigrés qui peuplent « les cités d'urgence, les quartiers misérables des bidonvilles [...] ». Le Comité inter nations. Le 15 juin, un comité « Inter nations » se donne pour tâche de coordonner les mesures de défense des immigrés et d'inviter les étrangers à militer dans les syndicats français. Dans la deuxième moitié du mois de juin, un « Comité du droit des étrangers » engage une campagne auprès de l'opinion pour faire cesser les silences et les mensonges de la presse ou de la radio et faire connaître la surexploitation dont sont victimes les immigrés » (Dreyfus-Armand, 1998).

LES LUTTES DANS LES FOYERS SONACOTRA (EXTRAITS)

Les premiers signes d'agitation sont apparus en 1967 dans un foyer de Compiègne. Les résidents se plaignaient de l'augmentation importante de la redevance... D'abord sporadique, le mouvement est devenu très contagieux en 1974 (avec la mise en oeuvre des circulaires Marcellin Fontanet). En 1978, le maximum est atteint avec 133 foyers touchés (82 % dans la région parisienne) et 28 000 grévistes. 44 % des foyers étaient en situation de blocage total ou partiel de leurs redevances... Dès le début des années 1970, le PCF et la CGT, avec l'appui des municipalités communistes, puis la CFDT, ont cependant cherché à récupérer le mouvement. Mais ils se sont heurtés, en octobre 1973, à une fin de non-recevoir de la part de Claudius Petit, président de la Sonacotra... (À partir de 1975), le MTA et les maoïstes (vont laisser) le champ libre aux militants communistes qui tenteront de prendre de vitesse les résidents en proclamant dans *L'Humanité* la création d'un comité de résidents des foyers Sonacotra de Seine-Saint-Denis. La Sonacotra était alors prête à négocier en terrain connu avec le PCF et la CGT [...]. Cette stratégie du PCF va échouer. Les résidents désigneront deux adversaires : la Sonacotra d'une part, le PCF et la CGT, d'autre part. C'est ainsi que s'est formé un comité de coordination regroupant peu à peu l'ensemble des comités de résidents en grève de l'Île-de-France, de la Lorraine et des régions autour de Marseille et de Lyon qui aboutira, avec l'intervention du GISTI et de la FASTI, à un règlement judiciaire avec la Sonacotra... (qui) fini par accepter de libéraliser le règlement intérieur de ses foyers, tout en entreprenant un important programme de rénovation des premiers foyers... Du même coup, le FAS a dû faire face au déficit de la Sonacotra et des associations gestionnaires qui, assurées d'être sauvées du gouffre, se gardaient de s'opposer aux pratiques de leurs résidents. (Viet, 1998).

439

LA GRÈVE DE GIROSTEEL (EXTRAITS)

La première grande grève a lieu à Girosteel, petite entreprise du Bourget employant 120 travailleurs immigrés. Ils s'organisent en comité de grève et occupent l'usine pendant deux mois, de début février au 14 avril 1972. La grève est soutenue par une section de la CFDT mais dénoncée par la CGT. Le 20 janvier 1971, se déclenche à l'usine Penarroya (affinage des métaux non ferreux) de Saint-Denis

une grève d'ouvriers immigrés (120 Marocains, Algériens, Tunisiens, Maliens et Sénégalais) qui dure dix-sept jours. Les grévistes posent le problème du droit à la santé à travers la question du saturnisme (maladie laissant des séquelles graves et contractée par le contact avec le plomb). La plupart des ouvriers sont embauchés sans visite médicale à leur arrivée en France, et sont expulsés dans leur pays d'origine une fois devenus malades... Les ouvriers immigrés des usines Penarroya de Saint-Denis, de Lyon et d'Escaudoeuvres déposent en même temps, le 27 décembre 1971, leurs trois cahiers de revendications, que la direction rejette aussitôt. Les ouvriers occupent alors deux des usines au mois de février 1972, pendant deux jours à Saint-Denis, et trente-deux à Lyon. Les grévistes ne bénéficient pas de soutien syndical puisque la CGT ne les a pas suivis. Ils s'organisent alors de manière autonome, en créant une section syndicale CFDT. Cependant, ils réussissent à tisser des liens de solidarité avec des paysans de la région lyonnaise et avec les grévistes de Girosteel pour qui ils font des collectes de solidarité et organisent un gala de soutien (Abdellali, 2005).

LA GRÈVE À RENAULT-BILLANCOURT (EXTRAITS)

Le 21 mars 1973, les 377 ouvriers du département 12 de l'usine Renault de Billancourt (emboutissage, grosses presses) cessent le travail... (Après 1968, l'usine de Billancourt, était devenu l'un des lieux d'intervention des militants révolutionnaires, principalement de la Gauche prolétarienne – maoïste). Ils déclarent qu'ils ne le reprendront que lorsque la direction aura attribué la même classification à l'ensemble des ouvriers qui travaillent sur les presses... Si les ateliers des presses ne comptent que des étrangers, essentiellement algériens, espagnols et portugais, les revendications soutenues lors de cette grève montrent que, pour les ouvriers, il ne s'est nullement agi de poser un quelconque « problème des immigrés », mais celui de la prise en compte de la nature de leur travail et de sa pénibilité... Le 4 avril, toutes les presses de Billancourt, Flins, Sandouville, Douai, sont en grève (totale ou partielle)... Le 22 mai, la direction de la Régie Renault annonce que le « système de classement du personnel OS » est modifié à compter du 1^{er} juin 1973... Cette grève donne à voir une rupture entre ouvriers et syndicats... elle montre que l'émergence de ces nouvelles formes d'organisation va de pair avec celle de revendications singulières, ne correspondant pas à celles des plates-formes syndicales. Les ouvriers se battent en effet sur le mot d'ordre « à travail égal, salaire égal », lequel vient mettre en cause le système salarial de cotation de poste, là où les syndicats cherchent à négocier « une grille unique des salaires, de l'os à l'ingénieur » (Pitti, 2001).

LA GRÈVE À PENARROYA (EXTRAITS)

Le groupe Penarroya est, au début des années 1970, le deuxième groupe français de métaux non ferreux. Son usine de Lyon produit du plomb, du bronze et de l'aluminium. Les conditions de travail y sont déplorables et les maladies professionnelles nombreuses. Les ouvriers, en majorité algériens, marocains et tunisiens, sont logés dans des foyers contigus à l'usine et respirent, jour et nuit, les émanations toxiques. En décembre 1971, en liaison avec les deux autres usines du groupe, les ouvriers de l'usine de Lyon élaborent un cahier de revendications qui met l'accent sur le travail pénible et dangereux, les conditions de logement, l'opacité des feuilles de paie et des classifications. Ils se mettent en grève le 9 février 1972, dirigeant eux-mêmes leur lutte et contrôlant collectivement les négociations. Le 13 mars 1972, ils reprennent le travail, après avoir obtenu que les salaires soient payés « suivant un barème fixe et non plus à la tête du client », que l'ancienneté soit reconnue, que les résultats des analyses médicales soient communiqués automatiquement aux ouvriers, qu'une

inspection générale de l'usine ait lieu « pour décider des installations qui doivent être faites pour les fumées, les poussières, l'éclairage », qu'ils soient relogés « tous ensemble dans un même foyer neuf », dont une partie du loyer sera prise en charge par la direction (Laure Pitti, 2001).

Pour en savoir plus

« La grève de Penarroya-Lyon, 9 février-13 mars 1972 », in Collectif, *Quatre grèves significatives*, Paris, Épi, 1973.

« Dossier Penarroya » (archives CFDT, 4W91).

Geneviève Dreyfus-Armand, « L'arrivée des immigrés sur la scène politique », Séminaire de l'IHTP, 9 mars 1998.

René Galissot, Nadir Boumazza, Ghislaine Clément, *Ces Migrants qui font le prolétariat*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1994.

Hajjat Abdellali, *Immigration postcoloniale et mémoire*, L'Harmattan, Paris, 2005.

Hajjat Abdellali, « Les Comités Palestine (1970-1972) », *Revue d'études palestiniennes*, n° 98, 2006.

Aïssa Kadri & Gérard Prévost (dir.), *Mémoires algériennes*, Paris, Syllepse, 2004.

Laure Pitti, « Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens », *Ethnologie française* 2001-3, n° 87.

Alssaoul Rabah, « Le discours du MTA dans les années 1970 en France », *Hommes et Migrations*, n° 1263, 2006.

Vincent Viet, « Les conflits dans les foyers d'immigrés et leurs répercussions sur les structures administratives (1965-1980) », séminaire de l'IHTP, 9 mars 1998.



JEUNESSE SCOLARISÉE

Si mai 1968 ne constitue pas l'apogée des mobilisations de la jeunesse scolarisée – qui vont continuer et s'élargir dans les années suivantes – en revanche il marque

le point paroxystique qui révèle les transformations profondes de la jeunesse dans la société, et de la société dans son ensemble.

Le « baby-boom », pour réel qu'il eût été, n'explique pas (en tout cas pas à lui seul) cette émergence de la jeunesse comme acteur politique. Le « poids du nombre » est valorisé à l'époque – qu'on se souvienne de l'émission télévisée du milieu des années 1960 au titre évocateur « 16 millions de jeunes », ou plus tard de l'éphémère journal du Parti socialiste unifié (PSU) en direction des jeunes laborieuses, *Quatre millions de jeunes travailleurs*. De même, la rupture des jeunes d'avec leurs tutelles, ou références adultes est une constante dans l'histoire des mouvements politiques et sociaux, il suffit pour s'en convaincre de reprendre les différentes crises opposant les partis socialistes à leurs jeunes dans les années 1920, 1930 ou à la Libération,